



CARAVANE DE LA CONVERGENCE – BAMAKO – MALI
ATELIER SUR LA DECLARATION DES DROITS DES PAYSAN-NE-S
10 MARS 2016

Nous, mouvements sociaux et de bases et organisations de la société civile, engagés dans la défense des droits à la terre et à l'eau, organisations paysannes (dont les éleveurs, les pêcheurs, les forestiers,...) et organisations représentant des victimes d'accaparements de terres et de l'eau (en milieu rural, péri-urbain et urbain), des déguerpis des quartiers populaires, des jeunes, des femmes et des ONG des 15 pays de l'espace de la CEDEAO et de l'UEMOA, dont des réseaux actifs et reconnus auprès de ces institutions, notamment le ROPPA, COPAGEN, COASP, RBM, Via Campesina Africa 2, No Vox Africa, We Are the Solution...

Nous sommes regroupés dans un mouvement de la Convergence Globale des luttes pour la Terre et l'Eau pour résister et protester contre les accaparements de toutes les ressources naturelles, l'eau et la terre, nos biens communs, et contre les violations systématiques des droits humains qui les accompagnent.

Au vu des injustices toujours plus présentes, nous avons décidé de tous nous rejoindre dans une Caravane pour la terre, l'eau et les semences paysannes, afin de faire entendre les voix des communautés et populations et interpeller nos autorités.

Tel qu'énoncé dans la Déclaration de la Convergence (née à Dakar au Forum Social Africain d'octobre 2014), nous revendiquons auprès des institutions internationales, des Etats et autorités locales de soutenir et d'adopter la Déclaration des Nations Unies des Droits des Paysan-ne-s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales qui est développée en ce moment au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

A Bamako, ce 10 mars 2016, suite à un atelier dédié à la Déclaration co-organisé par la CMAT, le CNCR, la CNOP, La Via Campesina, le ROPPA, avec le soutien de FIAN, dans le cadre de la Troisième édition du Village Sans Terre de la CMAT, regroupant plus de 150 représentants de 7 Etats, nous revendiquons que soient inclus et renforcés les aspects suivants dans le projet de Déclaration :

- le droit à la terre et aux autres ressources naturelles en reconnaissant la fonction sociale de la terre et les droits fonciers collectifs et en garantissant l'octroi d'une terre équivalente en cas de déplacement.
- le droit aux semences paysannes en reconnaissant le droit aux semences en droit international, le droit d'être protégés contre la dépossession et la destruction des semences paysannes et en octroyant la possibilité de pouvoir refuser les OGM.
- le droit à la souveraineté alimentaire en reconnaissant le droit pour les Etats de définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires, en garantissant aux communautés rurales la possibilité de s'opposer à un projet les affectant (au delà d'une simple consultation).
- le droit des femmes rurales et notamment leur droit à la terre (notamment en modifiant le régime des droits d'usage), leur droit à la souveraineté alimentaire et l'accès aux moyens techniques et financiers pour valoriser leur terre.

Et nous demandons à nos représentants étatiques respectifs et aux représentants de la CEDEAO, d'appuyer et de porter aussi ces revendications lors du processus de négociation du projet de Déclaration aujourd'hui en cours au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (et notamment lors de la 3^{ème} session de négociation en mai 2016 à Genève).

Enfin, tous les membres de la Caravane se solidarisent avec les paysannes et paysans qui sont systématiquement criminalisés, poursuivis et même assassinés parce qu'ils défendent les droits fondamentaux des paysan-ne-s. Nous pensons particulièrement aujourd'hui aux six défenseurs des droits des communautés de Malen, membres de l'organisation Malen Land Owners and Users Association (MALOA), condamnés pour conspiration, incitation et destruction de 40 palmiers à huile appartenant à la société Socfin Agricultural Company Ltd (SAC), et dont 5 d'entre eux croupissent encore actuellement en prison.